

Le développement de l'agriculture-Faire retourner la RDC sur la voie du progrès économique et social.

Kongolo Mukole

Université Pédagogique de Kananga (UPKAN), République Démocratique du Congo (RDC)

RESUME : *L'objet principal de cet article était de représenter agriculture comme une importante source de croissance économique parmi toutes les sources de croissance existantes. L'article est basé sur les informations secondaires et il est descriptif. Dans le temps, l'agriculture de subsistance représentait environ la moitié de la production nationale. L'agriculture commercialisée était intense et d'une grande extension au Congo (RDC). Le développement de la production agricole commercialisée était dû à l'action persuasive de l'administration coloniale mais aussi à la possibilité accrue, pour les milieux indigènes, d'échanger cette production contre des biens de consommation durables. Dès lors, agriculture commercialisée a totalement perdu son élan, abandonnée jusqu'à sa disparition. Sa disparition et celle de l'agriculture de plantation est conditionnée par la disparition des réseaux de distribution de la production vers les régions, comme conséquence de l'insécurité et de la détérioration de l'infrastructure. L'importance relative de l'agriculture des plantations n'est pas à négliger. Son potentiel pour contribuer à la production agricole totale commercialisée est plus grand. Nouvelles stratégies pour augmenter la production agricole commercialisée et de subsistance ont pour but la croissance économique du pays.*

ABSTRACT : *The main purpose of this paper was to demonstrate the importance of the agricultural sector as an important source of economic growth among all sources of growth that exist. The paper is based on secondary information collected from various sources, and it is descriptive. In the past, subsistence agriculture represented about half of the national production. Commercial agriculture was intense and it was cultivated in almost all parts of the Congo (DRC). The development of commercial agriculture depended on colonial administration's action following its importance. Also on increased possibility for rural people to exchange its production against durable consumption of goods and services. Since then, commercial agriculture has been in a total decline and it has lost its momentum, abandoned, and neglected till the point of being completely lost. The disappearance of commercial agriculture and that of plantation has been conditioned by the disappearance of the distribution channels of production to the regions of DRC, as a consequence of the insecurity and infrastructure deterioration. The relative importance of agriculture of plantations should not be undermined and neglected. Its potential to contribute to the total commercial agricultural production is very huge. New ways and strategies should be found in order to promote and increase both production of commercial and subsistence agriculture in the country.*

Mot Clefs: *Agriculture, stratégie, développement, progrès, économique et social, RDC.*

I. Introduction

La République démocratique du Congo (RDC) aussi connue comme Congo-Kinshasa et Zaïre, est un vaste pays au centre de l'Afrique, a une population d'environ 112 million d'habitants. Le nom du pays vient du Fleuve Congo (Congo river), qui coule à travers le pays. Par sa superficie, la RDC est numéro deux grand pays en Afrique, après l'Algérie, et le 11ème large pays au monde (Wikipedia, 2023). Avec un grand nombre d'habitants, la RDC est un pays populaire des pays qui constituent la Francophonie dans le monde. La Capitale est Kinshasa, qui est aussi le centre économique. Le pays est entouré par la République Centrafricaine, le Soudan du Sud, l'Uganda, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie (à travers de Lake Tanganyika), la Zambie, l'Angola, le Cabinda englobe de l'Angola ainsi que l'Océan Atlantique du Sud (Wikipedia, 2023). Il est un des pays les plus riches du monde en ressources, telles que ressources naturelles, avec des secteurs tels que minier, agriculture, forestier et hydraulique qui offrent beaucoup et énormes potentiels de croissance économique (Banque Mondiale, 2023). Les effets de la guerre de l'Est du pays continue à affecter négativement l'économie, détruisant les infrastructures ainsi que le système social du pays en tuant beaucoup des personnes (Jacquemot, 2017). Environ plus de six millions personnes ont trouvé la mort durant toute la période de la guerre (Reuters,

2008). Comme résultat, les indicateurs de la vie sociale et économique pour le développement humain et l'espérance de vie sont tous très fortement dégradés à cause de l'incidence de la guerre (Alesina et al, 1992).

Il existe environ une cinquantaine minerais mise en évidence en RDC, mais seulement une dizaine est exploitée. Il s'agit du cuivre, du cobalt, du zinc, du diamant, de l'or, de l'étain, du niobium, du manganèse, du fer, du lithium et actuellement le coltan. Comme dans tous les cas, toute la production minière est exportée et elle constitue la principale source de devises du pays. L'appropriation de la richesse en minerais de la RDC est la cause qui constitue indiscutablement l'un des enjeux majeurs de la guerre, notamment dans l'Est du pays (Jackson et Médard, 2014). Elle est aussi l'objet d'une lutte acharnée à laquelle assistent et participent les pays voisins afin de contrôler la production, le commerce et obtenir des devises (Akitoby and Matthias, 2004; USAID, 2014). La contribution du secteur minier au PIB était d'environ 5.4 % en 2003 (USAID, 2014). Le pays a de l'immense potentiel de s'attaquer contre les causes profondes de l'extrême pauvreté ainsi que de la violence et trouble. Avec la bonne volonté et la bonne approche à la gestion, la RDC pourrait constituer une opportunité de progrès substantiels, non seulement dans le pays, mais aussi à travers les pays voisins (Jackson et Médard, 2014). Pour ce faire, les acteurs nationaux du développement doivent mettre en œuvre une stratégie coordonnée qui améliore la gouvernance politique, social et économique, tout en renforçant les capacités humaines et le bien-être de la population (USAID, 2014). Éradiquer l'extrême pauvreté et diminuer la fragilité du pays ne peuvent se faire sans qu'on aborde les questions de légitimité, des institutions faibles et corrompues et la dynamique de l'enracinement au pouvoir (Ragasa et al. 2012). Le renforcement de la capacité des institutions congolaises pour répondre de manière transparente aux besoins des citoyens est essentiellement pour établir une légitimité. Les pauvres sont des ruraux qui, en cas d'exode, viennent occuper les quartiers les plus régulés des villes (Ragasa et al. 2012). Dans l'ensemble, les agriculteurs est un groupe très important dans la lutte contre la pauvreté. Ils valorisent le secteur agricole pour répondre à l'exode rural et à l'urbanisation grandissante. L'agriculture est un enjeu stratégique pour la RDC (Badibanga & Ulimwengu 2013). Le pays doit revoir une fois de plus des institutions afin de les rendre capables et responsables de façon à renforcer la stabilité du secteur agricole, d'attirer des investissements nécessaires pour sa croissance économique (USAID, 2014).

1.1 Le probleme

Dans le temps, l'économie de la RDC (Congo) dépendait de l'étranger pour ses débouchés. Dans ce temps là, les exportations représentaient environ 45 % du PIB. La prédominance du secteur primaire, représentait environ 50 % du PIB dans les structures de production qui se retrouvait dans la composition des exportations, comprenait environ 60 % de produits miniers et 40 % de produits de l'agriculture de plantation (Kongolo et Katjudi, 2022). L'infrastructure de transports était essentiellement orientée vers l'exportation de ces produits. Axée vers l'extérieur, l'économie du Congo accusait une grande sensibilité à l'évolution de la conjoncture mondiale (Réseau Circle, 2009), qui était cependant atténuée par la diversification des produits primaires exportés. Les mines ensemble avec l'agriculture de plantation représentaient environ 26 % du PIB, puisqu'ils étaient sous le contrôle de sociétés européennes, et leur production était de 85 % pour les mines et 50 % pour l'agriculture (Kongolo et Katjudi, 2022). Le potentiel agricole de la RDC était considérable, le pays a une superficie cultivable d'environ 75 millions d'hectares dont moins de 10 millions d'hectares sont exploités (Chausse et al. 2012). "Cette disponibilité foncière et les énormes ressources en eau dont dispose le pays avec le bassin hydrographique du fleuve Congo permettent d'entretenir l'espoir d'une meilleure autosuffisance alimentaire que les Congolais ont toujours réclamée avec insistance" (Lebailly et al, 2014). Ce potentiel fait de la RDC une proie particulière convoitée pour l'accaparement des terres et d'autant que le sous-sol du pays qui possède d'importantes ressources minières (De Putter et Decrée 2013). Dans ce contexte, le secteur agricole du pays était considéré comme un moyen de développement susceptible de contribuer sa croissance. Avec l'enthousiasme des capitaux nécessaire et les énergies ont été mobilisées, après c'était les espoirs comme rien n'évoluaient pas. Le pays n'était plus à mesure de valoriser son potentiel agricole étant des ressources naturelles importantes dont la population ne bénéficie pas (Dumoulin et al. 2001). Les problèmes causés par l'insécurité politiques ont été accentués par les mouvements de la population, qui ont causé la baisse de produits agricoles, la destruction des infrastructures de base, le non accès aux services sociaux comme la santé, l'eau et l'électricité. La grande majorité de la population rurale dans l'ensemble reste condamnée à l'agriculture de subsistance, caractérisée par une productivité extrêmement faible des coûts de commercialisation (Peemans 2014).

Pour les consommateurs congolais, le manioc, le maïs, le riz et les haricots sont les principales cultures vivrières du pays. Le manioc et le maïs dominent dans l'alimentation des Congolais car elle sont les cultures vivrières cultivées dans toutes les régions du pays (Lebailly et al, 2014). Les autres comme blé, farine de blé, les produits carnés et les poissons jouent une grande importance dans la vie des Congolais. Malgré le potentiel agricole de la RDC, la majorité de la population vit dans l'insécurité alimentaire, avec la faim et la malnutrition

(Chausse et al. 2012). La RDC est un pays doté d'énorme potentiel pour le développement de l'agriculture durable comprenant des millions d'hectares de terres cultivables, suite à sa diversité de climats, avec un important réseau hydrographique, ainsi qu'un énorme potentiel en matière de pêche et d'élevage. Etant donné toutes ces possibilités, le pays est classé parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PAM 2014). "Le développement de l'agriculture n'est pas seulement une question de ressources naturelles ou financières. Puisque le capital humain est très important, il sera mesuré par la capacité des hommes et des femmes capables de s'organiser, d'innover, et d'assumer des responsabilités afin de s'adapter.

La formation et le progrès technique qui en découle sont les meilleurs gages pour une stratégie de lutte contre la pauvreté" (Lebailly et al, 2014). Le secteur agricole est un secteur intensif en main-d'œuvre. Les revenus qui en découlent peuvent être dépensés aux biens et services produits localement, car ils ont un effet multiplicateur important sur l'économie locale. L'augmentation de la productivité agricole a un effet important de réduire les prix des denrées alimentaires, par fournir ainsi des transferts invisibles dans l'ensemble de la population et aussi à d'autres secteurs de l'économie (Lebailly et al, 2014). La croissance des revenus ruraux a un effet de réduire non seulement la pauvreté rurale, mais aussi la pauvreté urbaine (Chausse et al. 2012). Ainsi, notre but dans cet article est de produire une évidence qui éclaire les manifestations les plus marquantes de développement de l'agriculture en RDC et d'en isoler les faits remarquables afin de montrer leur interaction. D'une façon générale, l'objet fondamental de cet article est de montrer que de toutes les sources de croissance existantes, agriculture a le plus grand potentiel de réduire la pauvreté, de réduire l'insécurité alimentaire, de créer l'emploi, et de promouvoir la croissance.

1.2 La structure de l'économie de la RDC

Au niveau du marché des biens et services, il s'observe le regain de l'activité économique, lequel est resté principalement marqué par les performances enregistrées au niveau du secteur primaire (principalement l'extraction minière). Le secteur secondaire (manufacture, bâtiments, industrie alimentaire) s'est aussi montré résilient avec une contribution moyenne (OECD, 2005). Selon la RDC (2023(a), la structure de l'économie du pays est fortement concentrée sur les 5 branches d'activité suivantes : (i) l'extraction, (ii) l'agriculture, la forêt, l'élevage, la chasse et la pêche, (iii) l'industrie manufacturière, (iv) le commerce et (v) le transport et la communication (RDC, 2023(a). Pour renverser la tendance actuelle de la structure de l'économie Congolaise dominée par le secteur primaire, le Gouvernement à travers de la mise en œuvre du Plan National Stratégique de Développement se propose de mettre en place la stratégie de diversifier son économie en s'appuyant sur le développement des secteurs et filières qui suivent:

- i. L'agriculture et la chaîne agro-alimentaire ;
- ii. La forêt et les industries de transformation et de commercialisation du bois ;
- iii. Les mines ;
- iv. Les bâtiments et matériaux de construction ;
- v. Le tourisme et l'hôtellerie ; et
- vi. Les services financiers (RDC, 2023(a).

Dans une perspective de développement équilibrée des régions, la stratégie de diversification se traduira à travers la création de Points Lumineux de Développement « PLD » qui contiennent des Parcs Agro - industriels et/ou des zones économiques spéciales (RDC, 2023(a). Compte tenu des atouts naturels du pays et de la localisation géographique des ressources naturelles, le Gouvernement envisage le développement de Pôle de Croissance qui sont en réalité les PLD, de vingt (20) parcs agro-industriels (USAID, 2014). Avec l'économie du pays restant très dépendante du secteur minier, soumis aux aléas des cours internationaux, est un Etat qui reste en situation de fragilité (OECD, 2005). Les perspectives de croissance restent toutefois plus favorables. La baisse des cours des matières premières a fortement fragilisé le cadre économique au point de nécessiter l'intervention d'urgence du FMI. La remontée rapide des cours internationaux courant a permis à l'économie de se contenir et d'afficher une légère croissance d'environ +1,7 % en 2022 (USAID, 2014).

II. Littérature pertinente

La valeur du secteur agricole dans les économies de plusieurs pays n'a pas diminué depuis deux siècles. Jusqu'à ces jours, l'agriculture représente environ plus de 23 % du PIB dans les pays à bas revenus, 10 % du PIB dans les pays intermédiaires et 2 % dans les pays à hauts revenus. En outre on note que la part des agriculteurs dans la population active dans les pays à bas revenus dépasse 30 % que dans les pays intermédiaires et dans les pays à hauts revenus (Bertheliet et Lipchitz, 2005). Le mouvement d'ensemble est général et guidé au transfert de leurs ressources (en main-d'œuvre et en capital) vers l'industrie, puis le tertiaire, créant un cycle vertueux de croissance à être engendré. Ainsi, l'agriculture était considérée un élément majeur dans la

modification et l'amélioration de la structuration des économies. Mais le rythme de ces changements structurels, et leur impact sur la croissance et le développement des économies semblent très variables selon les pays, et souvent très incertains, beaucoup plus que ce que la théorie standard permettait d'anticiper (Berthelier et Lipchitz, 2005). Selon (AEC, 2012), l'agriculture est un facteur essentiel de croissance économique. En 2018, elle représentait environ 4 % du produit intérieur brut (PIB) mondial et, dans certains pays en développement sa part dépassait environ 25 % du PIB. Les questions liées aux politiques de développement de secteur agricole, à la production d'aliments et de sécurité alimentaire sont généralement placées premières sur la liste de priorités des régions. Puisque agriculture est un secteur important dans la croissance économique et sociale, non seulement en RDC mais aussi dans d'autres pays (AEC, 2012). La plupart des pays ont observé avec intérêt la diversification de l'économie qui s'est produite ces dernières décennies, l'émergence et la croissance d'autres secteurs tels que le tourisme et les services professionnels (AEC, 2012).

Dans le temps, l'économie Congolaise dépendait de l'étranger pour ses débouchés, les exportations représentaient en moyenne 45 % du P.I.B. La prédominance du secteur primaire représentait dans les structures de production environ 50 % du P.I.B. et se retrouvait dans la composition des exportations qui comprenaient environ 60 % de produits miniers et 40 % de produits agricoles et de l'agriculture de plantation (Lebailly et al, 2014). Dans l'ensemble les mines et l'agriculture de plantation représentaient environ 26 % du P.I.B. Les deux secteurs étaient sous le contrôle de sociétés étrangères, et le contrôle était entre les mains de Union minière avec 85 % de la production minière et Unilever avec 50 % de la production agricole de plantation (Kongolo et Katujudi, 2022). Comme l'agriculture commercialisée était d'une grande extension pour atteindre les deux tiers du total de production, la production commercialisée comprenait des produits alimentaires vendus sur les marchés urbains, et aussi des produits exportés dont surtout le coton (Kongolo et Katujudi, 2022).

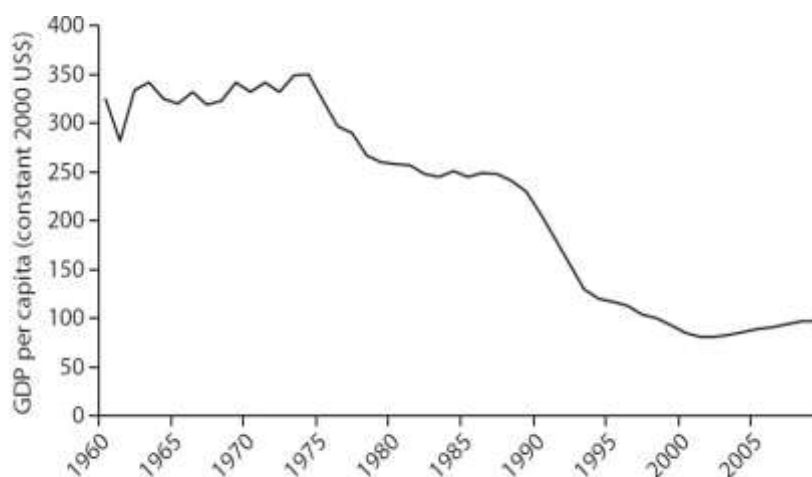
Mais la dégradation était toujours plus sensible dans les domaines de la sécurité publique et des transports ou l'État n'a pu maintenir l'ordre; d'un côté la rébellion et de l'autre côté le banditisme ce sont développés tant dans les villes et dans des régions. L'infrastructure n'a plus été entretenue; le réseau routier était détruit à 80%. Le trafic intérieur ferroviaire et fluvial avait diminué à 70 % jusqu'à ces jours, constituant un important obstacle pour le développement du pays (Lebailly et al, 2014). Cet obstacle est grandement due à l'insécurité dans des régions, ainsi qu'au départ des techniciens conscients et aux difficultés d'importation de pièces des rechanges. Selon les développements économiques des dernières années, on a pu observer le manque d'une cohérence politique économique durant les années passées (Kongolo et Katujudi, 2022). La RDC dispose de 80 millions d'hectares de terres arables très riches, mais seulement environ 1 % de cette superficie est exploitée, suite à une dégradation des infrastructures, du manque de capitaux des exploitants et de l'absence de politiques d'appui des autorités (Lebailly et al, 2014). Si le secteur agricole contribue moins la moitié du PIB, c'est en raison de la forte baisse des productions manufacturière et minière durant les années de conflit, car en volume, la production des principales cultures (maïs, riz paddy, plantes sarclées, haricots, bananes plantains et fruits) a diminué. Les producteurs utilisent à nouveau les techniques traditionnelles de production, sans engrais, et emploient la main-d'œuvre familiale (Lebailly et al, 2014). Comme conséquence, la plupart des cultures traditionnelles, à l'exception du café et du bois, ont disparu de la liste des produits exportés, et la production vivrière ne couvre plus les besoins de la population. Malgré l'amélioration de l'approvisionnement et des liaisons entre Kinshasa et les lieux de production, la production agricole n'a que très légèrement augmenté depuis le retour de la paix (Lebailly et al, 2014).

Étant donnée sa position stratégique d'être située au centre d'Afrique et partageant ses frontières avec neuf pays africain, la RDC a une importance géopolitique et le potentiel d'être l'un des meilleurs contributeurs africain à une telle renaissance économique (World Bank, 2010). Le pays est bien placé pour prendre la direction des efforts d'intégration économique régionale étant donné qu'il est le deuxième pays d'Afrique en superficie et le quatrième en population, aussi, il a des richesses naturelles incomparables. Le pays produit 50% de la production mondiale de cobalt, et dispose d'abondantes ressources en eau, suffisantes pour la consommation, l'agriculture et la protection de l'environnement, mais aussi peut alimenter toute l'Afrique. Il possède le deuxième potentiel en agriculture du continent, plus de 60 % du deuxième plus grand bassin forestier et de stock de carbone dans le monde, ainsi que des ressources halieutiques et d'élevage importantes (Stephen et Médard, 2014). En réalité, ce que la RDC possède, compte beaucoup pour le futur de toute l'Afrique (USAID, 2014; Tilouine et al, 2017). La RDC est aussi dans l'intérêt de certains pays du monde de l'avoir devenir stable et prospère, capable d'aider l'Afrique à atteindre son potentiel économique, tandis que les autres aiment tout simplement piller en voler ses richesses et rendre ses habitants les plus pauvres au monde. Par conséquent, étant donnée toutes ces richesses dont le pays dispose, la RDC est l'un des pays les plus pauvres du monde. En 2005, plus de 75 % des Congolais vivaient encore avec un dollar par jour et la majorité de population n'avaient pas accès à l'eau potable (OECD, 2006; World Bank, 2013).

III. Discussion

Dans le temps, l'économie du Congo dépendait de l'étranger pour ses débouchés, ainsi les exportations représentaient en moyenne 45 % du P.I.B. La prédominance du secteur primaire représentait dans les structures de production environ 50 % du P.I.B. et se retrouvait dans la composition des exportations qui comprenaient 60 % environ de produits miniers et 40 % de produits de l'agriculture de plantation (Burgess, 2010; Lebailly et al, 2014). Dans l'ensemble les mines et l'agriculture de plantation représentaient environ 26 % du P.I.B. Les deux secteurs ont été sous le contrôle de sociétés étrangères. Leur contrôle était entre les mains de deux grandes sociétés, l'Union minière avec 85 % de la production minière et Unilever avec 50 % de la production agricole de plantation (Burgess, 2010; Kongolo et Katujudi, 2022). Comme l'agriculture commercialisée avec une grande extension pour atteindre les deux tiers du total de production, la production commercialisée comprenait des produits alimentaires vendus sur les marchés urbains, et aussi des produits exportés dont surtout le coton (Burgess, 2010). Le développement de la production agricole commercialisée était dû à l'action persuasive de l'administration coloniale mais aussi à la possibilité accrue, pour les milieux indigènes, d'échanger cette production pour consommation (Wikipedia, 2023). L'un des portraits les plus révélateurs des luttes économiques en RDC est le

Figure 1: L'un des portraits les plus révélateurs des luttes économiques en RDC



Source: World Bank 2010.

Source : World Bank, 2010 and USAID, 2014

La baisse est plus remarquable et parfois tragique. La figure montre que le Congolais moyen possède seulement un tiers de ce qu'il possédait il y a environ 40 ans (USAID, 2014). Plus de 85 % de la population continue de vivre dans une extrême pauvreté, environ 80 % des ménages vivent dans une incapacité à répondre aux besoins de base. Même si les estimations de population varient, on peut dire qu'environ 50 millions de personnes au pays vivent dans l'extrême pauvreté (USAID, 2014). Ce chiffre pourra continuer à croître de façon exponentielle alors que la croissance de la population s'accroîtra au cours des années (USAID, 2014). La dégradation était toujours plus sensible dans les domaines de la sécurité publique et des transports où l'État n'a pas pu maintenir l'ordre; d'un côté la rébellion et de l'autre côté le banditisme se sont développés tant dans les villes que dans les régions. L'infrastructure n'a jamais été maintenue; le réseau routier était détruit à 80% (USAID, 2014). Le trafic intérieur ferroviaire et fluvial était non existant jusqu'à ces jours, constituant un important obstacle pour le développement du pays (Reuters (2008).

Le programme relatif à la réhabilitation des infrastructures et des routes lancé sous le nom de "Programme multi-sectoriel d'urgence de reconstruction et de réhabilitation (PMURR)" est une bonne initiative. Le problème des infrastructures, notamment dans le domaine des transports, est devenu capital en RDC car il constitue les possibilités de retour à une situation normale dans la distribution des produits agricoles et d'autres (RDC, 2023(b)). Avec un réseau routier d'environ 57 700 km, le pays a environ 2 800 km seulement qui sont asphaltés, et les autres sont dans un état très mauvais et impraticable par manque d'entretien. De plus, le trafic fluvial sur le fleuve Congo et ses affluents était presque inexistant pendant plusieurs années à cause du risque de

rançonnement des voyageurs et des marchandises (RDC, 2023(b)). La non-existence de trafic fluvial sur le fleuve Congo avait coupé les liaisons de contact entre Kinshasa et les régions. Ces régions sont alors très importantes pour l'approvisionnement des produits vivriers à Kinshasa. Accés s'ajoute la question des installations portuaires suffisantes qui n'existe pas en eaux profondes. Les régions de l'Est et le Sud du pays sont complètement enclavés, comme le trafic maritime se fait seulement par les ports de Dares-Salaam en Tanzanie et de Lobito en Angola (RDC, 2023(b)). Il est très important pour que le programme vise à mettre en place de grands travaux dans les domaines des infrastructures du transport, de l'eau, de l'assainissement et de l'énergie électrique pour approvisionner les milieux urbains (Kongolo et Katujudi, 2022).

L'évolution de l'agriculture en RDC est conditionnée par la disparition des réseaux de distribution vers les régions, conséquence elle-même de l'insécurité et de la détérioration de l'infrastructure. Les possibilités d'échange offertes aux populations de l'intérieur ont totalement diminuées, l'influence de l'administration privée de techniciens agricoles, s'est fait bien sentir. Ainsi il en résulte en 2002 une baisse de la production agricole commercialisée estimée à plus de 50 % en moyenne (Lebailly et al, 2014). Au contraire la production de l'agriculture de subsistance a augmenté, compte tenu de la disparition des réseaux de distribution, pour couvrir les besoins alimentaires des populations de l'intérieur. Une caractéristique de manifestation des symptômes d'une malnutrition au pays. Ainsi on peut conclure que une augmentation de la production de subsistance n'est pas suffisante pour couvrir les besoins alimentaire du pays. La diminution de l'importance de l'agriculture commercialisée a entraînée une baisse totale du niveau de vie des populations de l'intérieur (Lebailly et al, 2014). Ainsi, les plus jeunes et les plus aptes personnes commenceront à émigrer vers les grands centres, augmentant sérieusement les nombres des populations. Une partie de ces migrants trouvent du travail soit dans des industries en développement, soit dans les services publics; une autre partie fait du commerce; mais nombreux sont ceux qui ne trouvent pas d'emploi.

Tous vivent généralement entassés dans des conditions de confort et d'hygiène déplorables. Coupés de leur milieu traditionnel et de leur système de valeur, ils n'ont plus de règles de vie (Kongolo et Katujudi, 2022). Les populations restées dans des régions sont de plus en plus isolées et rejetées vers l'agriculture de subsistance. Ceci accroît l'inertie du milieu rural en confirmant chez les habitants le bien-fondé de leur mode de vie, de production traditionnelles et la résistance qu'ils opposent à l'introduction de méthodes modernes (Kongolo et Katujudi, 2022). La disparition de formes d'organisation de la production telles que le paysannat (qui élevait la productivité) et les coopératives (qui favorisaient les contacts avec le secteur d'échange) sont des conséquences de cette attitude (Bertheliet et Lipchitz, 2005). Il est toutesfois impossible de se laisser entendre que le secteur agricole décline rapidement dans la toute RDC et de ne rien faire pour remédier à la situation. Mais depuis peu, avec les préoccupations naissantes concernant la production alimentaire durable, la sécurité alimentaire et les prix des aliments qui affectent de régions, on recommence à prôner et à promouvoir le développement orienté vers l'agriculture (AEC, 2012). Alors qu'on connaissait bien que le développement de l'agriculture était un élément essentiel de la croissance économique du pays. On reconnaît aussi que le développement du secteur agricole a un impact significatif et considérable sur la production alimentaire nationale, la sécurité alimentaire, la réduction de la dépendance à l'égard des exportations (importations) d'aliments ainsi pour le bien-être économique et social en général (AEC, 2012).

Le pays doit dans l'ensemble maintenir les niveaux de production dans l'agriculture et les mines. Sur base des statistiques du commerce extérieur l'on peut admettre que l'agriculture de plantation, après avoir connu un net fléchissement dans les années 2000 – 2010, n'a pas opérée un redressement nécessaire en de 2010 - 2022 (Lanotte, 2010). L'agriculture de plantation a baissée dans des proportions beaucoup plus fortes que la production des commercialisées. L'importance relative de l'agriculture des plantations n'est pas à négliger, son potentiel pour augmenter la production totale des commercialisées est plus grand. Comme les importations excèdent les exportations la balance des payments de la RDC n'apparaît pas être équilibrée. Dans d'autres mots, la balance des payments est déficitaire (Mukoko, 2003). L'ajustement du déficit nécessite que les exportations excèdent les importations (Berthelemy et al, 1996). La baisse générale de la production agricole ainsi que celle des autres secteurs, entraîne celle des exportations, résultant ainsi à un déséquilibre dans le balance des payments. Dans cette situation, la demande des produits importés augmentera souvent ainsi que les dépenses relatives aux importations. Dans d'autres mots, la baisse de la production agricole commercialisée entraîne un accroissement des importations alimentaires destinées à subvenir aux besoins des Congolais. A savoir, le caractère artificiel du déséquilibre dans le balance des payments apparaît dans l'évolution du cours de change du franc congolais au marché de change monétaire (Berthelemy et al, 1996).

La Théorie du Surplus définit le réservoir de main-d'œuvre agricole comme carburant de la croissance économique. Selon Bertheliet et Lipchitz (2005) cette théorie se fonde sur les travaux d'Arthur Lewis (1954), inspiré par l'économie politique classique. La théorie explique que "à long terme, l'accumulation de capital dépend de la part du profit par rapport au salaire et à la rente foncière. Quand cette part augmente, l'accumulation s'accélère et le pays se développe." Lewis a proposé une thèse dans laquelle la mise au travail de l'excédent de main-d'œuvre agricole permet d'engendrer des profits croissants (Bertheliet et Lipchitz, 2005). "Un secteur agricole traditionnel de subsistance disposant d'un excédent structurel de main-d'œuvre coexiste avec un secteur moderne capitaliste en gestation." La productivité marginale du travail est nulle dans le secteur agricole: mais sa production ne se réduit pas quand on lui soustrait la force de travail en excédent". L'excédent potentiel de main-d'œuvre résulte de l'effet combiné de la croissance démographique, du progrès technique dans le secteur agricole et de l'extension des droits de propriété, et il doit être impérativement libéré afin d'asseoir les bases de l'industrialisation (Bertheliet et Lipchitz, 2005).

Les modalités de transfert du surplus vers l'industrie s'expliquent par la transition agricole qui s'appuie sur des facteurs structurels affectant la demande. "L'amélioration de la productivité agricole permet une baisse des coûts de production agricoles, qui se traduit par une baisse des prix relatifs agricoles" (Bertheliet et Lipchitz, 2005). En effet, selon la loi d'Engel, quand "l'élasticité-revenu de la demande de produits alimentaires est inférieure à 1, l'amélioration de productivité dans l'agriculture profite à l'industrie. La baisse des prix agricoles n'est pas intégralement absorbée par une augmentation équivalente de la demande en produits agricoles, qui se reporte sur les produits industriels (Bertheliet et Lipchitz, 2005). Une augmentation des revenus se traduit alors par une augmentation de la demande des produits industriels et des services et une diminution des prix relatifs des biens alimentaires". "Cela facilite beaucoup le transfert de la main-d'œuvre agricole excédentaire vers le secteur industriel, dans lequel la productivité marginale de la main-d'œuvre est positive" (Bertheliet et Lipchitz, 2005).

La théorie de Arthur Lewis W. sur le développement économique est basée sur un pilier fondamental qui dit que "l'importance de la production des produits agricoles est pour soutenir la croissance économique (AEC, 2012). Pour Lewis, le développement de l'agriculture est fondamentalement un composant de la croissance économique et social. Dans son travail intitulé "*Repenser l'agriculture : le défi de la Caraïbe*" , il montre que "toutes les forces qui sont en train de remodeler l'agriculture et la dépendance continue à l'égard des importations d'aliments, font qu'il est absolument indispensable de reconcevoir les approches du développement agricole (Levitt , 2023). Dans le cas du Congo, on est amené à se demander : "Quelles stratégies peuvent être efficacement utilisées pour produire les revenus et gains provenant de l'agriculture qui nous font cruellement défaut?". Les stratégies de développement de l'agriculture ne sont pas une nouveauté. Il existe un certain nombre de stratégies en faveur de la promotion et de la croissance de ce secteur. Le défi auquel se heurtent les décideurs est de concevoir de nouvelles stratégies de développement de l'agriculture pour améliorer la productivité agricole, relancer la production alimentaire nationale et renforcer le bien-être économique national (Levitt , 2023). La croissance économique est assez fortement liée au rythme de la transition agricole, et donc aux politiques agricoles (Bertheliet et Lipchitz, 2005)

Il existe des liens actifs, "en amont et en aval", entre l'agriculture et les autres industries aussi bien que les rapports étroits entre l'agriculture, le commerce, la croissance économique et développement. La croissance du secteur agricole peut donc contribuer efficacement au développement de l'industrie agro-alimentaire en RDC, ouvrir ainsi de nouvelles voies à l'innovation, fournir des moteurs de croissance alternatifs, encourager la production locale et offrir des possibilités d'exportations et substitutions des importations (AEC, 2012). Les politiques devraient donc envisager des actions destinées à exploiter l'avantage concurrentiel du pays, en particulier la richesse de ses ressources naturelles, à attirer plus d'investissements et à accroître la production alimentaire dans des régions, pour ainsi avoir la sécurité alimentaire dans tout le pays. Il faudrait aussi exiger des proximités plus intégrées et complètes dans lesquelles la politique commerciale jouera un rôle central en liaison avec d'autres politiques sectorielles, nationales et régionales (AEC, 2012).

Compte tenu de l'importance économique et sociale de l'agriculture, tous les plans, stratégies ainsi que toutes les autres initiatives de développement de l'agriculture devront être mis en œuvre aux niveaux national et régional. Selon les exigences de la coopération et de concertation, la RDC supportera et soutiendra le développement des initiatives agricoles qui en premier lieu cherchent à améliorer la situation économique et sociale des régions et du pays en général, sur base des produits vivriers locaux: le manioc, le maïs, les haricots, le riz, tomates, oignons ainsi que d'autres (DRC, 2007; AEC, 2012). Ces produits occupent une place de choix parmi les principaux produits cultivés et consommés dans le pays. Ils sont une source importante d'énergie,

riche en vitamines et en minéraux, et d'un bon marché. Etant donné que le pays est actuellement confrontés au problème de la réduction des volumes de produits alimentaires importés pour répondre aux demandes croissantes de la population et des secteurs industriels, augmentation dans la production de ces produits diminuera les volumes des importations alimentaires (DRC, 2007). Comme conséquence, la balance des paiements regagnera sa position d'équilibre avec une augmentation des exportations. Tout ceci a pour objet d'influencer la conception et l'application de politiques de développement agricole visant à encourager la production locale d'aliments de base largement consommés par la population. Les retombées de ces initiatives auront une portée nationale et elles offriront en outre la possibilité de remonter la productivité, renforcer le commerce régional grâce aux échanges de produits agricoles, aux liens sectoriels et au développement de l'industrie agro-alimentaire.

L'agriculture est très importante pour le bien-être économique et social de la RDC (DRC, 2007), ainsi, il ne faut pas qu'on laisse sa production décliner. Une bonne stratégie sera de concevoir, de mettre en œuvre et de soutenir les initiatives et les politiques agricoles associées aux politiques de développement national, ensemble avec les politiques commerciales pour améliorer et renforcer la croissance économique et le bien-être de nos nations (AEC, 2012). Le taux de participation de main-d'œuvre féminine en RDC est estimée à 62% environ dans l'agriculture. Etant donné un niveau de participation dans l'agriculture si élevé, les femmes gagnent considérablement moins par rapport aux hommes et possèdent aussi moins des actifs (Halonen, 2023). En 2021, le Report de Diagnostic de Genre en RDC a identifié les facteurs suivants comme importants contributeurs à la persistance et importance écart entre les sexes au pays, à savoir: le contrôle de la terre, voix et agence, risque et incertain et vulnérabilité (OECD, 2006). La femme Congolaise est exposée aux barrières significatives aux opportunités économiques et d'autonomisation, et d'un taux élevé de la violence sexuelle ainsi qu'à la discrimination (USAID (2014). Selon Halonen (2023), les femmes jouent un rôle vital dans la santé des terres. De leurs mains, elles ont façonné et entretenu la vie sur notre planète. Pourtant, leur contribution est souvent peu rémunérée, et elles n'ont généralement pas accès à la terre et ont rarement le contrôle de celle qu'elles cultivent. Dans le monde entier, les terres se dégradent quotidiennement par l'effet conjugué de la sécheresse et de la désertification, mettant en péril la production alimentaire et la vie de ceux qui en vivent (Halonen, 2023). Les pratiques agricoles non durables érodent les sols à une vitesse 100 fois supérieure à celle qu'il leur faut pour se régénérer naturellement, et jusqu'à 40 % des terres de notre planète sont désormais dégradées. Ces conditions représentent un immense défi et, pourtant, nous connaissons déjà l'une des solutions cruciales: "les femmes". Faire progresser les droits fonciers des femmes est un effort commun (Halonen, 2023)

IV. Conclusion

La transition agricole permettant d'accroître la productivité totale de l'économie est un élément essentiel de la croissance à soutenir. Le développement économique et social de la RDC pourrait donc nécessairement être guidé par l'essor du secteur agricole (AEC, 2012). L'amélioration de la productivité dans ce secteur amènera à un changement profond et favorable dans les conditions de vie au pays (DRC, 2011). Cette dernière pourra se réaliser dans les mêmes conditions que celles observées dans les pays avancés. Avec une croissance agricole d'environ 30 % au moins, le pays pourra atteindre un certain niveau de croissance. Il est vraiment impossible pour qu'un pays puisse accroître économiquement et socialement sans pour autant faire face à une transition agricole (Halonen, 2023). La croissance économique dépend toujours du secteur agricole, mais ce dernier doit aussi être accompagné d'un accroissement dans d'autres secteurs, pour contenir les sorties des populations du secteur agricole. Sans cela, le processus de transition sera bloqué (World Bank, 2012). L'augmentation des produits agricoles augmentera les conditions de vie des paysans par augmentation de leurs revenus et la création d'emploi, et réglera le problème du développement des secteurs d'activités accueillant la main-d'œuvre libérée dans d'autres secteurs (Bertheliet et Lipchitz, 2005). La transition agricole est souvent liée à l'importance du surplus de main-d'œuvre agricole, qui s'explique en termes de la dynamique de l'investissement ou accumulation de capital dans l'économie et par la politique agricole de l'État Congolais (Andrews, 2013). Il est vraiment très important de dynamiser le secteur agricole pour offrir à la population agricole active la possibilité de s'orienter vers d'autres secteurs rémunérateurs (Bertheliet et al., 1996). La croissance du secteur agricole peut donc contribuer efficacement au développement de l'industrie agro-alimentaire en RDC, ouvrir ainsi de nouvelles voies à l'innovation, fournir des moteurs de croissance alternatifs, encourager la production locale et offrir des possibilités d'exportations et substitutions des importations (AEC, 2012). Les politiques devraient donc envisager des actions destinées à exploiter l'avantage concurrentiel du pays, en particulier la richesse de ses ressources naturelles, à attirer plus d'investissements et à accroître la production agricole dans des régions, pour ainsi avoir la sécurité alimentaire dans tout le pays (Akitoby and Matthias, 2004).

References

- [1]. AEC, Le développement durable est basé sur l'agriculture. Association des Etats de la Caraïbe. <http://www.acs-aec.org/index.php?q=fr/trade/le-developpement-durable-base-sur-l-agriculture>, (2012)
- [2]. B.Akitoby, and C. Matthias, Sources of Growth in the Democratic Republic of the Congo: A Cointegration Approach.. IMF Working Paper. Washington: The International Monetary Fund ; (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2004/wp04114.pdf>, 2004)
- [3]. Alesina , S. Ozler , N. Roubini and P. Swagel , Political Instability and Economic growth, Working Paper 4173, NBER,(Cambridge (Mass. 1992).
- [4]. M. Andrews , “Who Really Leads Development?” Faculty Research Working Paper Series 13-011. Retrieved from (<https://research.hks.harvard.edu/publications/getFile.aspx?Id=930>, 2013)
- [5]. Banque Mondiale, République démocratique du Congo - Vue d'ensemble. A Banque Mondiale en République démocratique du Congo. (<https://www.banquemondiale.org/fr/country/drc/overview>, 2023)
- [6]. P. Bertheliez, et A. Lipchitz, Quel rôle joue l'agriculture dans la croissance et le développement ? Revue Tiers Monde 3(183): 2005, 603-624 (<https://doi.org/10.3917/rtm.183.0603>).
- [7]. J.C. Berthélemy, J.P. Azam, et S.J.C. Calipel, Risque politique et croissance en Afrique. Revue économique, 47 (3), 1996, 819-829; doi: <https://doi.org/10.3406/reco.1996.409821>.
- [8]. M. Buakasa, Des milliards USD chinois à la portée de la RDC, Journal L'Observateur, n° 2804 , 2008, du 28 janvier 2008
- [9]. S. Burgess, Sustainability of Strategic Minerals in Southern Africa and Potential Conflicts and Partnerships. Institute for National Security Studies. United States Air Force <http://www.dtic.mil/gettr-doc/pdf?AD=ADA535875>, 2010)
- [10]. DRC, Poverty Reduction and Growth Strategy Paper. Washington: International Monetary Fund, Democratic Republic of the Congo (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2007/cr07330.pdf>, 2007)
- [11]. DRC, . (2011). Growth and Poverty Reduction Strategy Document. Kinshasa, Democratic Republic of the Congo, Ministry of Planning. (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2013/cr13226.pdf>, 2011)
- [12]. T. Halonen, Garantir les droits fonciers des femmes pour renforcer l'égalité des sexes, la sécurité alimentaire et l'émancipation économique, Chronique ONU (<https://www.un.org/fr/chronique-onu/garantir-les-droits-fonciers-des-femmes-pour-renforcer-l-e2%80%99% C3%A9galit%C3%A9>, 2023)
- [13]. S. Jackson, et C. Médard, Richesses sont pillées – Économie de guerre et rumeurs des crimes au Kivu. Politique africaine, 4(84), 2014, 117-135. Le Far West de l'Afrique.
- [14]. P. Jacquemot, En République démocratique du Congo, Inga, le plus grand barrage hydroélectrique du monde, encore à l'état de projet. Afrique Contemporaine 2017/1-2 (N° 261-262), 2017, 252 à 253. (<https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2017-1-page-252.htm>)
- [15]. M. Kongolo, et J.M. Katujudi, La Croissance économique en République Démocratique du Congo et ses problèmes majeurs, une investigation. International Journal of Arts Humanities and Social Sciences Studies, 7(11), 2022, 1-12.
- [16]. O. Lanotte, Chronologie de la République démocratique du Congo/Zaire (1960- 1997), Online Encyclopedia of Mass Violence, 2010, 1-35.
- [17]. K.P. Levitt, Arthur Lewis, W. A Pionnier de l'économie du développement, Chronique ONU. (<https://www.un.org/fr/chronicle/article/w-arthur-lewis-pionnier-de-leconomie-du-developpement#>, 2023)
- [18]. S. Mukoko, Politique économique en RDC : leçons des trois dernières décennies, in Notes de conjoncture de l'OCPE, Nouvelle série, 1 (1), 2003, 27-41, Octobre, Kinshasa.
- [19]. OECD, Perspectives économiques en Afrique 2004/2005 - Quoi de nouveau en Afrique? Organisation for Economic Cooperation and Development (www.oecd.org/dev/pea, 2005)
- [20]. OECD, Perspectives économiques en Afrique. République Démocratique du Congo. Organisation de coopération et de développement économique (<https://www.oecd.org/fr/dev/36792129.pdf> , 2006)
- [21]. RDC, La situation économique de la RD Congo en 2021 - Perspectives 2022. Ministère de l'Économie et des Finances (<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CD/l-economie-de-la-rd-congo>, 2023) .
- [22]. RDC, Le gouvernement lance le programme de réhabilitation des infrastructures. (<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rdc>, 2023).
- [23]. Réseau Circle, RDC, Le complexe hydroélectrique d'Inga au cœur des enjeux énergétiques du continent africain (<https://www.reseau-cicle.org>, 2009).
- [24]. Reuters, La guerre et la crise économique-Le double piège de la RDC, Novembre (<https://www.ledevoir.com/> la-rdc, 2008)
- [25]. J. Tilouine, et X. Monnier, En RDC, l'industrialisation freinée par la corruption , Le Monde, 13 février 2017 (en ligne, consulté le 4 Juin 2022).

- [26]. USAID, Stratégies de coopération pour le développement du pays République Démocratique du Congo, 2015-2019.(<https://2012-2017.usaid.gov/documents/1860/usaidrdc-d%C3%A9voile-sa-strat%C3%A9gie-de-coop>, 2014).
- [27]. Wikipedia, Democratic Republic of the Congo ,(https://en.wikipedia.org/wiki/Democratic_Republic_of_the_Congo, the free encyclopedia, 2023).
- [28]. World Bank, Democratic Republic of the Congo Country Survey. Enterprise Surveys. Washington: World Bank,(<http://www.enterprisesurveys.org/~media/FPDKM/EnterpriseSurveys/Documents/Profiles/English/congo-dem-rep.pdf>, 2010)
- [29]. World Bank, Resilience of an African Giant: Boosting Growth and Development in the Democratic Republic of Congo (Retrieved from <http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/978-0-8213-8909-6>, 2012)
- [30]. World Bank, Country Assistance Strategy for the Democratic Republic of the Congo: FY 2013-2016. <http://documents.worldbank.org/curated/en/2013/04/17722428/democratic-republic-country-assistance-strategy-period-fy13-fy16#>, 2013)